

## **Mise en situation professionnelle Epreuve d'admission du CRPE**

### **SUJET N° 69**

**Durée :** 45 minutes (exposé n'excédant pas 15 minutes suivi de 30 minutes d'entretien)

#### **Thème : Lutte contre le décrochage scolaire**

#### **Références (intitulé précis et dates des décrets, arrêtés, textes, circulaires, ...) :**

Texte 1 : Bulletin Officiel de l'Education Nationale, n°21 du 22 mai 2014 (Préparation de la rentrée 2014, « Introduction »)

Texte 2 : Bulletin Officiel de l'Education Nationale, n°21 du 22 mai 2014 (Préparation de la rentrée 2014, « 2- Faire évoluer les pratiques d'évaluation des élèves à 3- Améliorer la progressivité des apprentissages et la fluidité des parcours tout au long de la scolarité »)

Texte 3 : Évaluation partenariale de la politique de lutte contre le décrochage scolaire (rapport de l'inspection générale, 18 juin 2014)

Texte 4 : Synthèse des constats et pistes d'évolution pour une politique de lutte contre le décrochage scolaire plus efficace (rapport de l'inspection générale, 31 mars 2014)

#### **Question posée au candidat :**

1- En quoi la lutte contre le décrochage scolaire concerne-t-elle l'enseignement du premier degré ? Quelles sont les réponses (dispositifs, instances, objectifs, réforme...) impulsées par la Refondation de l'école de la République pour « mettre de la justice dans la réussite scolaire » dans le premier degré ?

2- Sachant que les 3 champs de lutte contre le décrochage scolaire sont la prévention, l'intervention et la remédiation, vous ferez émerger les gestes professionnels, les ressources de l'organisation du temps scolaire, celles de l'école et de la circonscription qui relèvent de la lutte contre le décrochage scolaire au quotidien et dans la classe ?

### **Texte 3 : Évaluation partenariale de la politique de lutte contre le décrochage scolaire (rapport de l'inspection générale, 18 juin 2014)**

Réduire le décrochage scolaire est un enjeu essentiel pour notre société aux niveaux humain, social et économique. Chaque année en France, 140 000 nouveaux jeunes sortent de formation initiale sans qualification et viennent grossir les rangs des générations précédentes. [...]

L'École est consciente de ses responsabilités dans le processus de décrochage et prendra donc toute sa part dans cette dynamique partenariale.

Réduire le décrochage scolaire constitue un enjeu essentiel pour notre société et à ce titre une priorité nationale. Il s'agit d'unir nos forces pour donner des perspectives d'avenir à chacun. La France ne peut laisser sur le bord du chemin près d'un jeune sur cinq, ni accepter le poids des déterminismes sociaux sur les parcours. La politique de lutte contre le décrochage scolaire s'inscrit dans un contexte européen: la réduction du taux du décrochage scolaire dans les Etats membres de l'Union européenne est en effet l'un des cinq axes définis dans la « stratégie Europe 2020 » pour une économie durable, intelligente et inclusive.

Cet objectif est décliné de façon très volontariste au niveau national, puisque le Président de la République a fixé l'objectif de diviser par deux au cours de sa mandature le nombre de décrocheurs. En France après une baisse régulière du taux de sortants précoces, celui-ci stagne de manière préoccupante depuis une dizaine d'années. Le décrochage scolaire constitue un enjeu humain, le préjudice psychologique du décrochage étant important en termes d'estime de soi et souvent de qualité de vie, et un enjeu social et économique majeur.

Sur le plan humain, la non-valorisation des talents représente incontestablement un préjudice psychologique lourd pour les jeunes et leurs familles et un gâchis pour la société. Le décrochage scolaire est «une réalité angoissante» et menace la cohésion sociale : actuellement, en France métropolitaine, environ 140 000 jeunes sortent chaque année du système de formation initiale sans diplôme du second cycle secondaire et 620 000 des jeunes de 18 à 24 ans se trouvent en dehors de tout système de formation et sans diplôme du second cycle du secondaire.

#### **Texte 4 : Synthèse des constats et pistes d'évolution pour une politique de lutte contre le décrochage scolaire plus efficace (rapport de l'inspection générale, 31 mars 2014)**

De premières orientations structurantes se dégagent à la lumière de ce diagnostic : Les solutions et les réponses apportées aux décrocheurs doivent tenir compte de la très grande diversité des cas rencontrés et partir des besoins pour construire une offre structurée.

Une politique globale et intégrée de lutte contre le décrochage scolaire doit être mise en place sur les trois volets de prévention / intervention / remédiation. Cette politique doit mettre plus fortement l'accent sur la prévention. La politique de prévention doit s'appuyer sur la mise en œuvre plus systématique d'alliances éducatives au sein de l'école et de la classe, en faisant collaborer des équipes éducatives et pédagogiques. Elle doit également accorder une place plus importante aux parents, en les impliquant davantage dans le projet pédagogique et éducatif de l'élève.

La politique de prévention doit proposer, au-delà des dispositifs pour les élèves, des actions vers les personnels de l'éducation nationale, en particulier les enseignants et les corps d'inspection pour le premier comme le second degré.

L'accompagnement et la formation des enseignants et des corps d'inspections sont des leviers majeurs pour améliorer la réussite des élèves. La définition d'un cadre partenarial clair de la politique, avec des chefs de file selon les domaines, est nécessaire ainsi que des évolutions autour de la prise en charge partenariale notamment des 16-18 ans. Elle doit favoriser la formation tout au long de la vie se déclinant de façon concrète dans des modalités de qualification progressives et des alternances et combinaisons formation/emploi variées.

La mesure du décrochage scolaire doit progresser à travers la stabilisation et l'articulation des objectifs, indicateurs et outils. Le partage et la fiabilité des données sont à renforcer [...]. La diffusion d'une culture de l'expérimentation en matière de lutte contre le décrochage et le recours plus systématique à l'évaluation doivent permettre de mesurer les résultats des actions mises en place, d'éclairer les choix politiques et d'accélérer la mise en œuvre de solutions efficaces pour l'ensemble des élèves. Enfin, la politique de lutte contre le décrochage doit bénéficier d'un portage bien identifié et concilier objectifs affirmés, autonomie dans les déclinaisons locales, soutien et appui des acteurs engagés et souplesse réglementaire. [...] Les objectifs de cette nouvelle phase consistent à valider le niveau d'ambition de la politique de lutte contre le décrochage scolaire, construire et préciser avec les acteurs concernés des pistes de réforme compatibles avec les réalités rencontrées au quotidien, et en cohérence avec les grandes réformes actuelles et les évolutions institutionnelles : politique de l'éducation prioritaire, politique de réussite éducative, rythmes scolaires, refondation de l'orientation, numérique éducatif, loi sur la formation professionnelle.